

505LH h27/3

740

(1939)

A

Contrôle du paiement des marchés

(s) C.A. 3. 5.39 8 II<sup>bis</sup>

Contrôle du paiement d s marchés

3 mai 1939

Contrôle du paiement des marchés

(s) p. 8

M. GRIMPRET demande s'il existe un contrôle de la régularité des paiements auxquels donnent lieu les marchés passés par la S.N.C.F. Il rappelle qu'en ce qui concerne les marchés passés par les Administrations publiques, il existe un contrôle de ce genre qui est assuré par les trésoriers payeurs généraux, au regard, notamment, des Ingénieurs en Chef des Ponts et Chaussées des départements.

Existe-t-il un contrôle analogue en ce qui concerne la S.N.C.F. et, si oui, comment et par qui est-il exercé ?

Il rappelle qu'il a déjà été constaté que certains paiements avaient été effectués avant même que les marchés aient été passés.

M. BROCHU répond que la responsabilité des paiements incombe aux ordonnateurs, c'est-à-dire, en principe, aux Directeurs de l'Exploitation des Régions et à leurs délégués, les Chefs des grands Services qui ont à exercer leur surveillance sur les crédits qui leur sont alloués chaque année.

Le rôle des Services Financiers se borne à vérifier les signatures des mandats et à contrôler s'il n'y a pas opposition, pour éviter de faire des paiements indûment aux fournisseurs.

Quant au contrôle après paiement, il appartient, dans l'organisation actuelle, au Service du Budget, qui doit, par épreuves, vérifier ces imputations de dépenses.

M. GRIMPRET fait observer qu'il ne s'agit pas, dans son esprit, de la question de savoir si les mandats émis restent dans les limites des crédits budgétaires. Il s'agit du contrôle de la régularité des paiements. Sans être partisan de la multiplicité des contrôles, il estime néanmoins qu'il importe de suivre la gestion des ordonnateurs, ainsi que le fait l'Etat.

M. BROCHU indique que l'établissement d'un contrôle de cet ordre avait été envisagé au moment de l'organisation des Services Financiers. Il a été abandonné afin de ne pas superposer les contrôles.

M. LE BESNERAIS fait observer que c'est aux Chefs de Service, en effet, qu'il appartient de s'assurer du bien-fondé des mandats de paiements.

M. CRESCENT croit qu'il serait facile de donner satisfaction à M. GRIMPRET; il suffirait qu'une pièce fût annexée aux mandats de paiements, constatant formellement que le règlement à effectuer correspond à des travaux réellement effectués ou à des fournitures effectivement livrées.

M. LE PRESIDENT estime qu'il ne faut pas multiplier les contrôles afin de ne pas paralyser la marche des services.

M. MARLIO serait plutôt partisan d'une autre méthode, car il croit qu'il y a déjà suffisamment de papiers à la S.N.C.F. Ce serait de frapper les fonctionnaires responsables de paiements irréguliers.

M. JACQUET rappelle qu'en fait, il existe, à tous les degrés de l'organisation générale de la S.N.C.F. et dans tous les domaines, des services de comptabilité qui exercent un contrôle très

strict sur les services dont ils ont à régler les dépenses. Cette surveillance ne porte pas seulement sur la vérification des pièces présentées en vue du paiement, mais s'étend aux conditions dans lesquelles s'est effectuée l'émission des mandats et aux motifs qui les justifient.

Il ne croit donc pas nécessaire d'établir un super-contrôle général par les Services Financiers, car cette mesure entraînerait des complications et serait susceptible d'entraver la bonne exécution des Services.

M. LE PRESIDENT est bien d'accord, d'autant que les irrégularités signalées sont absolument exceptionnelles et qu'il suffirait alors, conformément à la suggestion de M. MARLIO, de prendre des sanctions contre les ordonnateurs qui en seraient responsables.